

Produire plus, sans mettre en danger l'homme et son environnement ?

► BIOTECHNOLOGIES

La rédaction, avec la participation de Seydou Traoré, ministre de l'Agriculture du Mali

CONSTRUIRE DES STRATÉGIES et actions pour une production agricole durable, sans danger pour l'homme et l'environnement. Une conférence ministérielle des pays de l'espace Cedeao sur la biotechnologie a été organisée en juin dernier à Bamako, un an après la rencontre de Ouagadougou sur « la maîtrise des sciences et technologies en vue d'accroître la productivité agricole en Afrique ». Une année sépare les deux rencontres, avec une évolution notable dans les objectifs. Seydou Traoré, ministre malien de l'agriculture, hôte de la conférence, a accepté de répondre à quelques questions pour GDS.

« **M**ÂÎTRISER LES SCIENCES et technologies pour accroître la productivité », « construire des stratégies et actions pour une production agricole durable sans danger pour l'homme et l'environnement », voilà deux objectifs différents... mais pourtant pas forcément opposés. La première rencontre organisée à Ouagadougou en juin 2004, avec une forte participation des États-Unis, avait suscité des réactions et des inquiétudes. Un certain engouement face aux biotechnologies semblant parfois dénué de préoccupations quant aux possibles conséquences et effets secondaires de celles-ci.

Organisée à Bamako du 21 au 23 juin 2005, à l'invitation du secrétariat exécutif de la Cedeao, la seconde avait pour objectif de définir les conditions nécessaires à la mise en œuvre des recommandations de la conférence de Ouagadougou. Ce second rendez-vous a été l'occasion de débats riches et construits. Les interventions de la recherche notamment ont apporté des informations indispensables à une meilleure compréhension des enjeux que sous-tend l'usage massif des biotechnologies.

Il s'agissait en particulier :

- de concevoir un plan d'action pour le développement de la biotechnologie ;
- de définir les conditions de création d'un ou des centres de biotechnologies ;
- de faire des propositions d'harmonisation des réglementations en matière de biosécurité ;
- de concevoir un système de communication et d'information du public sur la biotechnologie ;
- de définir les conditions de collaboration entre les institutions de recherche ouest africaines et les institutions du Nord ;
- de faire des propositions d'institu-

tionnalisation d'une conférence ministérielle ouest africaine et africaine sur la biotechnologie.

En préalable, les experts se sont réunis afin de préparer la rencontre, et de multiples documents ont été produits (documents référencés dans le bulletin de veille de l'Inter-réseaux n°59 du 8 juillet 2005 et mis en ligne sur le site de la Plateforme (www.hubrural.org)).

On peut citer parmi ces documents les textes que nous vous invitons à lire tels la « Position des organisations paysannes et des producteurs à la conférence régionale sur les biotechnologies en Afrique de l'Ouest » et le rapport final : « Rapport de la réunion des experts de la Conférence ministérielle des pays de l'espace Cedeao sur la biotechnologie ».

Les producteurs agricoles et organisations paysannes ont quant à eux demandé « Quelles biotechnologies pour quelle agriculture et pour quelle société ? ». Ils ont déploré le « caractère restrictif » de la stratégie proposée pour accroître la productivité de l'agriculture ouest-africaine, qui présente les biotechnologies comme une solution salvatrice. Ils ont insisté sur la crise globale que traversent les institutions chargées de proposer des innovations technologiques, en particulier les institutions de recherche et les services de conseil agricole. Les organisations paysannes ont mentionné qu'elles ne refusaient pas les biotechnologies dans leur ensemble mais que le problème concernait principalement les OGM et leur utilisation.

Ils ont par ailleurs, par la voix d'une déclaration commune du réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique l'Ouest (Roppa) et du réseau des chambres d'agriculture d'Afrique de l'Ouest (Recao), revendiqué : « L'instauration de larges débats au sein des populations dans les pays afin de leur permettre de participer à la prise de décision ; la recherche de mécanismes de financement durables et souverains de la recherche scientifi-

que ; le renforcement des capacités des structures nationales de recherche et de conseil agricole ; l'observance d'un moratoire d'au moins 5 ans dans l'espace Cedeao pour permettre aux producteurs et aux organisations paysannes de s'informer et de participer à la prise de décision dans leur pays ». ■

**RENDEZ-VOUS AVEC
LES BIOTECHNOLOGIES
DANS LES PROCHAINES
RUBRIQUES REPÈRES ET
FORUM**

DANS SON BULLETIN de veille électronique, mais aussi dans *Grain de sel*, l'Inter-réseaux a déjà traité cette question des biotechnologies à plusieurs reprises. Biotechnologies, OGM, quels usages, quels risques, quels espoirs ? Le prochain numéro de la revue tentera d'apporter un éclairage sur la question, en rubrique « Repères ». Le sujet est avant tout polémique, si vous souhaitez réagir, prendre position, écrivez-nous pour publication dans notre rubrique Forum.

1. Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Entretien avec Seydou Traoré, ministre malien de l'Agriculture



Seydou Traoré

GRAIN DE SEL : *Quels sont, selon vous, les enjeux de la biotechnologie et des OGM ?*

SEYDOU TRAORÉ : Pour les pays en voie de développement, les biotechnologies présentent un enjeu important. Elles constituent une opportunité véritable de développement de nos économies. En effet, les possibilités d'amélioration de la productivité des cultures sont nombreuses à travers les techniques nouvelles que sont la transformation génétique ou la sélection assistée de marqueurs moléculaires. Grâce à ces techniques nous avons la possibilité de mieux lutter contre les ravageurs, les maladies et les contraintes abiotiques. Les techniques conventionnelles présentent dans de nombreux cas des limites que la biotechnologie parvient à transcender. Dans un contexte de démographie galopante de nos États, cette science est une arme puissante pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et améliorer la compétitivité des produits d'exportation.

Les biotechnologies constituent également un enjeu scientifique important. Nos pays ont un retard au plan scientifique et technologique. Les pays avancés développent des programmes importants pour créer de nouveaux produits, déposer de nouveaux brevets. Les pays moins développés ne doivent pas rester en marge du progrès scientifique. Ils doivent s'associer et coopérer pour se hisser à un rang important en matière de maîtrise technologique. Il faut à terme, produire nos propres produits portant sur les cultures de nos producteurs. Une autre raison de développer l'outil de la biotechnologie est la nécessité de s'affranchir de l'exploitation de brevets des multinationales.

GDS : *En tant que ministre de l'Agriculture du Mali, mais aussi président de la conférence de Bamako, pouvez-vous tirer un premier bilan de cette conférence; quels ont été les principaux*

sujets de débat, les principaux points d'accord et de désaccord? Et surtout : quels sont les éléments concrets issus de cette rencontre ?

ST : Les objectifs de la conférence de Bamako étaient d'examiner et de faire adopter par les ministres de l'espace Cedeao, les documents de stratégie devant sous-tendre le développement et l'exploitation des biotechnologies agricoles au niveau des États membres, en l'occurrence :

- le plan d'actions pour le développement de la biotechnologie en Afrique de l'Ouest;
- le cadre pour l'harmonisation des règles en matière de biosécurité;
- le projet de création de centre(s) d'excellence ouest africain(s) de biotechnologie;
- le cadre de partenariat entre les institutions ouest africaines de recherche et les institutions homologues du Nord;
- la stratégie d'information du public sur les biotechnologies;
- l'institutionnalisation de la conférence ministérielle ouest africaine sur la biotechnologie.

Ces objectifs ont été atteints. En effet, la conférence de Bamako a concrétisé la volonté politique des États de la Cedeao de se donner la main pour avancer sur le terrain des sciences et technologies.

Plusieurs réflexions ont été menées sur les questions de la biotechnologie et de la biosécurité. Aussi le diagnostic de la situation a été clairement posé.

La conférence de Bamako a donné les orientations pour établir un plan d'action en biotechnologie : produits à travailler, outils à utiliser, stratégie de coopération.

La conférence a encouragé nos États à disposer dans un délai raisonnable d'un cadre réglementaire de biosécurité. Elle a encouragé l'harmonisation des règles de biosécurité.

La conférence a demandé la mise en réseau de nos centres et laboratoires en vue de bénéficier de l'expertise des

structures existantes. À terme, des pôles d'excellence doivent être établis.

Enfin la conférence de Bamako a institué une conférence des ministres de l'agriculture sur la biotechnologie à un rythme annuel. La prochaine rencontre se tiendra au Ghana.

GDS : *Dans nombre de pays d'Afrique de l'Ouest des représentants de la société civile, des consommateurs, des organisations paysannes se mobilisent contre les biotechnologies. D'autres font part de leurs craintes quant au développement des biotechnologies (cf. la déclaration du Roppa et du Recao à la conférence de Bamako). Que pensez-vous de ces réactions? Comment rassurer les citoyens ?*

ST : La question des OGM concerne tout le monde : le politique, le scientifique, la société civile. Il est nécessaire que chacun à son niveau soit informé sur le sujet, pour se faire une juste opinion. Les craintes exprimées par une catégorie de la société civile sont légitimes, car il s'agit d'un domaine qui touche leur condition de vie et de santé. La société civile malienne a participé ainsi au débat sur la question qui doit précéder la définition des politiques sur la biotechnologie et les OGM.

Le ministère de l'Agriculture a entrepris depuis plusieurs années des sessions d'information sur la question des OGM. À ces occasions les différentes couches de la société s'expriment. Leurs préoccupations doivent être prises en compte dans nos perspectives et stratégies de développement.

C'est pour ces raisons que la conférence de Bamako a favorisé la participation d'un grand nombre de représentants d'organisations paysannes (plus d'une cinquantaine), de consommateurs et d'autres membres de la société civile. Les conclusions de ces assises qui doivent guider les actions de notre communauté ont été enrichies par les différents points de vue souvent divergents des acteurs de la question des biotechnologies. ■

« LES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

DOIVENT S'ASSOCIER ET COOPÉRER

POUR SE HISSER À UN RANG

IMPORTANT EN MATIÈRE DE MAÎTRISE

TECHNOLOGIQUE. UNE RAISON DE

DÉVELOPPER L'OUTIL BIOTECHNOLOGIE

EST LA NÉCESSITÉ DE S'AFFRANCHIR DES

BREVETS DES MULTINATIONALES »